

AB/INA

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2018- 0302 /PRES
promulguant la loi n°002-2018/AN du
20 mars 2018 portant habilitation du
Gouvernement à ratifier par voie
d'ordonnances les accords et
conventions de financement conclus
entre le Burkina Faso et les partenaires
techniques et financiers.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU** la Constitution ;
- VU** la lettre n°2018-042/AN/PRES/SG/DGAJP/DSC du 30 mars 2018 du Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n°002-2018/AN du 20 mars 2018 portant habilitation du Gouvernement à ratifier par voie d'ordonnances les accords et conventions de financement conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers ;

DECRETE

Article 1 : Est promulguée la loi n°002-2018/AN du 20 mars 2018 portant habilitation du Gouvernement à ratifier par voie d'ordonnances les accords et conventions de financement conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 18 avril 2018



Marc Christian KABORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE
SEPTIEME LEGISLATURE

LOI N°002-2018/AN

**PORTANT HABILITATION DU GOUVERNEMENT A RATIFIER
PAR VOIE D'ORDONNANCES LES ACCORDS ET CONVENTIONS
DE FINANCEMENT CONCLUS ENTRE LE BURKINA FASO ET LES
PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n°001-2015/AN du 30 décembre 2015 portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 20 mars 2018

et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est habilité à ratifier par voie d'ordonnances les accords et conventions de financement signés entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

Article 2 :

L'habilitation accordée couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

Article 3 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 20 mars 2018



Pour le Président de l'Assemblée
nationale, le Premier Vice-président

Bénéwendé Stanislas SANKARA

Le Secrétaire de séance


Ousmane DIALLO

